niveaux de gouvernement pourra contribuer à résoudre ce problème.

J'approuve les instances de certains députés de l'opposition auprès du gouvernement, en vue de supprimer la taxe de 11 p. 100, qui augmente le coût des habitations. Je reconnais que ce problème dépasse probablement la compétence du ministre chargé de l'habitation et qu'il relève plutôt de celle de l'honorable ministre des Finances (M. Benson), qui avance de bons arguments en faveur du maintien de cette taxe de 11 p. 100. Mais je ne crois pas que ce serait trahir mon parti que de me joindre à tous ceux qui demandent au ministre compétent de tâcher de trouver les moyens de la supprimer.

Au sujet de la construction d'habitations, je voudrais traiter d'un problème qui ne relève pas directement de la juridiction du Parlement. Ma qualité de député me donne une tribune qui permettra probablement à mes propos d'être diffusés plus loin que si je m'adressais à quelqu'un en particulier. Une coutume existe actuellement au Québec, selon laquelle la Commission municipale de Québec veut contraindre les municipalités à vendre aux enchères les terrains dont elles disposent et qu'elles pourraient vendre à ceux qui désirent se construire des habitations.

A mon avis, il s'agit d'une mesure ridicule et stupide qui va à l'encontre du but que l'on devrait se fixer, savoir le coût de l'habitation le moins élevé possible, car si une municipalité désire vendre quelques centaines de terrains à des gens qui veulent se construire des habitations convenables mais à bon marché, il est évident que la vente aux enchères fera monter les prix. Les gros entrepreneurs pourront faire des offres de beaucoup supérieures à celles du petit constructeur, ce qui contribuera à aggraver la crise du logement que nous déplorons actuellement. Je voudrais demander aux autorités du Québec et de toutes les autres provinces où une situation semblable pourrait exister de prendre l'habitude de vendre leurs terrains au plus bas prix possible.

Dans ma municipalité, par exemple, on a vendu des terrains à 10c. ou 15c. le pied carré. Le même prix était fixé pour tout le monde et l'on accordait les terrains aux premiers arrivés. Les terrains étaient d'un prix raisonnable pour les petits salariés. Il est ridicule, illogique et stupide d'obliger les municipalités de vendre leurs terrains aux enchères.

Certains propriétaires désirent acheter des talus en bordure de leur terrain, lesquels ne peuvent servir à rien. Ces propriétaires n'ont qu'un désir: venir en aide à leur municipalité. Ils demandent qu'on leur vende les terrains au prix de \$1 et autres considérations, à la charge, pour eux, de les entretenir. Dans ces

[M. Mongrain.]

cas, la vente aux enchères est absolument ridicule.

En principe, on est à peu près tous d'accord sur le contenu de cette motion. Tout le monde, évidemment, souhaite la relance de la construction. On n'est cependant pas d'accord quand l'opposition songe à blâmer le gouvernement de la situation actuelle. On oublie que certaines choses échappent à l'attention du gouvernement. Les membres de l'opposition oublient peut-être que le ministre responsable de l'habitation au Canada se préoccupe d'une façon très active de ce problème. Les députés ministériels le savent, eux, car presque tous les jours, ils ont l'occasion de discuter avec le ministre. Voilà pourquoi je n'hésite pas à partager le point de vue des députés de l'opposition, qui ont manifesté leur sagesse en évitant d'employer l'expression «blâmer le gouvernement». On exprime tout simplement l'opinion que le ministre devrait annoncer quelque chose de nouveau. J'ai l'impression que si le ministre disait tout ce qu'il a fait ces dernières semaines, il aurait beaucoup de nouveau à annoncer et que l'opposition serait satisfaite. Pour une fois, ce serait l'entente parfaite de tous les partis de la Chambre. De plus, une coopération semblable à celle qui est en train de s'établir entre les trois niveaux de gouvernement nous permettrait d'espérer que tous nos problèmes, même les plus aigus, se régleront à brève échéance.

[Traduction]

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, il est impossible de traiter en 15 minutes la question dont nous sommes saisis. On en a déjà étudié pas mal de détails. Je commencerais par dire en présence du ministre que dans le domaine du logement et des affaires urbaines il est un fait certain que le gouvernement n'a fait que se tourner les pouces et tirer sa flemme depuis deux ans et plus, avec des conséquences néfastes pour le Canada et les Canadiens.

Le ministre actuel, comme son prédécesseur le député de Trinity (M. Hellyer) et comme souvent le premier ministre, a adopté l'habitude un peu désarmante de parler avec optimisme de la situation. Le ministre fait toujours état de son souci pour les déshérités et de la sympathie qu'ils lui inspirent. Certes, il est riche en préoccupation et en regrets, mais les mains vides quand il s'agit de programmes et d'initiatives. Ce ne sont pas sa préoccupation et sa peine qui vont construire des maisons ni fournir des logements aux économiquement faibles du Canada. Si sincère qu'il soit, et je ne mets pas sa sincérité en doute, le fait est que depuis des années maintenant la situation du logement au Canada n'a fait